



Communiqué  
27 septembre 2022

## Projet de loi de Finances 2023 C'est toujours moins pour la Fonction Publique !

Le contenu du projet de loi de finance a été dévoilé ce 26 septembre en conseil des ministres. Concernant le service public, le contenu est insuffisant. Le projet de loi annonce le recrutement de 11000 fonctionnaires principalement au ministère de l'Intérieur: le gouvernement poursuit sa logique sécuritaire.. Alors que des postes d'enseignant·es avaient déjà été supprimés en 2022, de nouvelles suppressions sont encore à prévoir, 1500 postes seront encore supprimés. Dans les collèges et lycées, ce sont 8500 postes qui auront été supprimés depuis 2017. 508 postes sont supprimés à Bercy, s'ajoutant aussi aux précédentes coupes budgétaires subies. Après deux années qui ont éreinté les services publics, les recrutements sont insuffisants, les postes baissent. Une fois de plus, à vouloir nous obliger à faire plus avec moins, ce sont nos conditions de travail qui vont continuer de se dégrader. A titre palliatif, toujours plus de contractuel·es, sont recruté·es, précarisant l'emploi public.

Solidaires Fonction Publique constate qu'une fois de plus, aucune mesure générale indiciaire n'est prise pour les fonctionnaires, il n'y aura donc pas d'augmentation des rémunérations des agent·es publics. C'est inacceptable face à une inflation qui ne cesse de croître, les 3,5% d'augmentation du mois de juillet sont déjà sans effets sur le quotidien des agent·es notamment parmi ceux qui gagnent le moins, la crise énergétique qui s'annonce fait craindre que les agent·es aient du mal à passer un hiver correct.

Pour stopper la dévalorisation de l'emploi public, la dégradation des conditions de vie et de travail des agent·es de la fonction publique, Solidaires Fonction Publique revendique :

- **d'augmenter les salaires de 400€ (85 points) tout de suite, la valeur du point d'indice**
- **d'indexer les salaires sur l'inflation**
- **de déployer un véritable plan d'urgence pour les services publics (santé, éducation, filière sociale...) et de titulariser les 1 million d'agent·es contractuel·es.**

**Face au mépris de ce gouvernement, plus que jamais nous devons Faire du  
29 septembre un succès.**